

Conseil scolaire de district

Rapport des vérificateurs	2
États financiers	
Bilan	3
État des résultats d'exploitation	
Fonds d'administration générale	4
Fonds de capital et d'emprunt	5
État de l'évolution des fonds de résér	6
Notes complémentaires	7 à 11
Renseignements supplémentaires	12 à 15

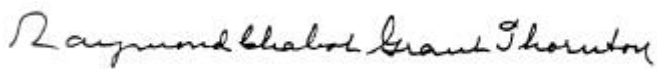
Rapport des vérificateurs

Aux membres du
Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud

Nous avons vérifié le bilan du Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud au 31 août 2000 ainsi que l'état des résultats d'exploitation du fonds d'administration générale, l'état des résultats d'exploitation du fonds de capital et d'emprunt et l'état de l'évolution des fonds de réserve de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du conseil scolaire. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitude importante dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous les égards importants, la situation financière du conseil scolaire au 31 août 2000, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables décrits à la note 1 afférente aux états financiers.



Comptables agréés

Hawkesbury
Le 10 novembre 2000

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud

Bilan

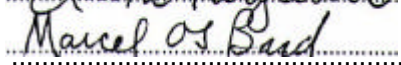
au 31 août 2000

	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	\$	\$
ACTIF		
Élément d'actif à court terme		
Encaisse		147 748
Dépôts à terme	3 000	4 803 000
Comptes débiteurs		
Municipalités	4 246 853	3 571 999
Gouvernement de l'Ontario	3 627 629	606 516
Autres	588 336	414 618
Frais payés d'avance	1 317 493	71 129
	9 783 311	9 615 010
Dépenses en immobilisations à être financées au cours des années futures	23 479 921	14 388 392
	33 263 232	24 003 402
PASSIF		
Éléments de passif à court terme		
Découvert bancaire	1 815 118	
Emprunts bancaires (Note 3)	9 763 108	
Comptes créditeurs		
Autres conseils scolaires	4 271 637	2 234 020
Gouvernement du Canada	202 399	5 313 270
Comptes fournisseurs et frais courus	3 672 144	3 473 399
Revenus reportés	1 696 645	2 419 986
	21 421 051	13 440 675
RÉSERVE, FONDS DE RÉSERVE ET SURPLUS		
Réserve pour fonds de roulement	2 204 800	2 204 800
Fonds de réserve	8 353 190	6 493 994
Surplus	1 284 191	1 863 933
	11 842 181	10 562 727
	33 263 232	24 003 402

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du conseil,

....., Présidente du Conseil

....., Directeur de l'Éducation et Secrétaire-Trésorier du Conseil

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
Fonds d'administration générale
État des résultats d'exploitation

de l'exercice terminé le 31 août 2000

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget	Réel	Réel
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Dépenses			
Dépenses liées à la salle de classe	46 272 895	49 468 278	41 833 104
Dépenses non liées à la salle de classe	10 907 054	10 643 583	10 753 881
Administration	3 041 222	3 203 665	2 627 548
Transport des élèves	10 612 859	11 346 842	10 281 954
Installations destinées aux élèves	12 746 236	16 774 409	16 317 332
Dépenses subventionnées		269 665	5 198 044
	<u>83 580 266</u>	<u>91 706 442</u>	<u>87 011 863</u>
Recouvrement des dépenses			
Conseils scolaires - autres recettes		420 725	122 850
Gouvernement de l'Ontario - autres		7 602 259	9 852 174
Gouvernement du Canada - autres		229 468	
Autres recettes (exception faite des virements provenant des fonds de réserve)		1 322 423	1 473 889
		<u>9 574 875</u>	<u>11 448 913</u>
Dépenses nettes	<u>83 580 266</u>	<u>82 131 567</u>	<u>75 562 950</u>
Financement des dépenses nettes			
Subventions générales	84 530 266	57 326 599	52 038 126
Impôt local		25 759 722	26 324 124
Augmentation des réserves		(1 534 496)	(2 580 669)
Surplus (déficit) de l'exercice précédent	(950 000)	1 863 933	1 645 302
A appliquer à l'exercice suivant			
Surplus à la fin		<u>(1 284 191)</u>	<u>(1 863 933)</u>
Financement total	<u>83 580 266</u>	<u>82 131 567</u>	<u>75 562 950</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
Fonds de capital et d'emprunt
État des résultats d'exploitation

de l'exercice terminé le 31 août 2000

	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	\$	\$
Dépenses en immobilisations		
Nouvelles places	4 249 432	
Projets d'immobilisations approuvés	5 010 389	3 292 239
Réfection des écoles	4 287 504	235 989
Immobilisations à des fins non éducatives	102 255	515 032
Projets d'immobilisations directes approuvés		3 467 487
Ordinateurs à des fins éducatives	800 559	107 422
Équipement destiné à l'enfance en difficulté	22 631	27 014
Autres dépenses en immobilisations	788 011	167 995
	15 260 781	7 813 178
Financement d'immobilisations		
Dépenses en immobilisations financées par le fonds d'administration générale	6 169 253	4 313 768
Augmentation du fonds de capital et d'emprunt	9 091 528	3 499 410
Dépenses en immobilisations ne faisant pas l'objet d'un financement permanent au début	14 388 393	10 888 983
Dépenses en immobilisations ne faisant pas l'objet d'un financement permanent à la fin	23 479 921	14 388 393

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
Fonds de réserve
État de l'évolution

de l'exercice terminé le 31 août 2000

	1999	Virement net du fonds d'administration générale	Revenus générés par les placements des fonds de réserve	2000
	\$	\$	\$	\$
Fonds de réserve d'immobilisation				
Décrêt	162 626		8 131	
Autres	2 988 063	92 953	149 403	
	<u>3 150 689</u>	<u>92 953</u>	<u>157 534</u>	
Capitaux propres au Ministère	73 298		3 665	
Capitaux propres au Conseil	11 375		569	
Redevances d'exploitation relatives à l'éducation	13 232	264 027	662	
Produits des aliénations		95 000		170 757
Installations destinées aux élèves		686 609		3 401 176
Dépenses liées à la salle de	2 438 367	395 907	121 918	76 963
Autres fonds	807 033		40 352	11 944
	<u>6 493 994</u>	<u>1 534 496</u>	<u>324 700</u>	<u>3 660 840</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud

Notes complémentaires

au 31 août 2000

1 - CONVENTIONS COMPTABLES

Le Conseil a préparé ses états financiers conformément aux principes comptables prescrits par le ministère de l'Éducation et de la Formation et ils sont considérés convenir aux conseils scolaires de l'Ontario. Ces principes respectent les principes comptables généralement reconnus, à l'exception des aspects suivants :

(a) Comptabilité d'exercice

Les recettes et les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans les cas suivants :

- (i) Aucune provision n'est faite de la date du versement de la fin de l'exercice financier relativement aux intérêts débiteurs sur les débiteures non arrivées à échéance.
- (ii) Aucune provision n'est faite relativement aux obligations qui découlent des rentes de retraite et des congés de maladie que les employés accumulent au cours de leurs années de service.
- (iii) Les impôts supplémentaires et impôts radiés de 2000 n'ont pas été comptabilisés.

(b) Immobilisations

Les immobilisations sont portées aux dépenses, sauf si elles doivent être financées au moyen d'un emprunt à long terme. Les versements de capital et d'intérêts à l'égard du passif net à long terme sont inclus au titre de dépenses au cours de l'exercice où ils deviennent exigibles. Les immobilisations, y compris les dépenses de location-acquisition, qui sont décrites comme dépenses en immobilisations à récupérer au cours des années subséquentes, sont incluses dans le bilan jusqu'à concurrence du solde impayé du passif net à long terme correspondant et du financement temporaire correspondant à la fin de l'exercice.

(c) Réserves et fonds de réserve

Les réserves et le fonds de réserve sont des montants affectées à des fins générales ou particulières. Ils donnent lieu à des inscriptions à l'actif ou au passif des résultats d'exploitation du fonds d'administration générale au cours de l'exercice où des sommes leur sont affectées ou en sont retranchées. Les montants de réserve et les fonds de réserve sont approuvés par le conseil et se situent dans les limites définies dans la Loi sur l'Éducation.

(d) Surplus accumulé à la fin de l'exercice

La différence entre les dépenses nettes d'un exercice donné et les montants reçus pour le financement de ces dépenses fait l'objet d'un report à l'exercice suivant et vient soit accroître, soit diminuer les exigences nettes de recettes.

(e) Subventions législatives

Le conseil soumet, annuellement, le calcul des subventions législatives au ministère pour fin d'approbation finale. Tout changement à ces sources de financement, le cas échéant, sera inscrit à l'exercice au cours duquel il aura été déterminé.

1 - CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(f) Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables prescrits par le ministère de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario, la direction du conseil scolaire doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le conseil scolaire pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

2 - SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LES EMPRUNTS DE CAPITAL

Les sommes puisées à même le fonds d'administration générale au titre du service de la dette et des intérêts sur les emprunts de capital incluent les versements de capital et d'intérêts qui se répartissent comme suit :

Versements sur le capital du passif à long terme,	1 583 566
y compris les contributions aux fonds d'amortissement	1 069 570
Versements d'intérêts sur le passif à long terme	898 711
Versements d'intérêts sur les emprunts de capital provisoires	3 551 847

3 - EMPRUNTS BANCAIRES AUTORISÉS

Le Conseil dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 15 000 000 \$. L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel et est renégociable le 31 décembre 2000. Au 31 août 2000, le taux préférentiel était de 7,50 % (6,25% en 1999).

Le Conseil dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 7 388 108 \$. L'emprunt porte intérêt à 7,50 % et est remboursable sur demande.

4 - PASSIF NET À LONG TERME

En vertu d'ententes conclues lors de sa création, le conseil doit assumer le remboursement du passif à long terme relatif aux actifs qui lui ont alors été cédés par les conseils désignés. Étant donné que le passif net à long terme fut émis par les conseils désignés, il n'est pas comptabilisé au bilan du fonds de capital et d'emprunt.

Le remboursement du passif net à long terme, dont le solde s'élève à 15 415 087 \$, soit 11 177 138 \$ de capital et 4 237 949 \$ d'intérêts, se fera comme suit au cours des cinq prochains exercices :

	<u>Capital</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$
2000-2001	2 236 216	929 961	3 166 177
2001-2002	3 033 877	664 644	3 698 521
2002-2003	1 347 338	478 034	1 825 372
2003-2004	1 137 470	405 578	1 543 048
2004-2005	775 312	499 990	1 275 302
2005 et suivantes	2 646 925	1 259 742	3 906 667
	<u>11 177 138</u>	<u>4 237 949</u>	<u>15 415 087</u>

Le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à financer le passif net à long terme au cours du prochain exercice.

5 - FRAIS ASSOCIÉS AUX RÉGIMES DE PENSION

Tous les membres du personnel non enseignant du conseil sont admissibles au régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, qui est un régime de retraite contributif fin de carrière regroupant plusieurs employeurs. Étant donné l'existence d'un surplus actuariel, les cotisations de l'employeur au régime sont interrompues pour les deux prochains exercices financiers.

Les cotisations de l'employeur à la caisse de retraite des enseignants ne figurent pas dans les états financiers du conseil. Les fonds utilisés pour ces cotisations provient directement du gouvernement provincial.

6 - GRATIFICATIONS POUR CESSATION D'EMPLOI

Le conseil offre à ses employés des gratifications pour cessation d'emploi selon les modalités des ententes conclues avec eux.

Afin d'être admissible, un employé doit avoir accumulé un minimum d'années de service avec le conseil, lequel varie de un à vingt ans selon les ententes. Le montant des gratifications varie selon les ententes et sont payables selon les modalités de celles-ci.

Un montant de 165 978 \$ (628 366 \$ en 1999) a été déboursé à ces fins au cours de l'exercice. Le montant approximatif des gratifications qui pourrait éventuellement être versé aux employés admissibles à la retraite en date du 31 août 2000 est de 125 810 \$.

7 - «ONTARIO SCHOOL BOARD INSURANCE EXCHANGE» (OSBIE)

Le conseil a joint, au 1er janvier 1998, pour une période de 5 ans, l'Ontario School Board Insurance Exchange (OSBIE), régime d'assurance réciproque autorisé en vertu de la Loi sur les assurances. L'OSBIE est une assurance responsabilité civile ainsi qu'une assurance contre les dommages causés à des biens et contre certains risques.

8 - ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Contrats de construction

Le conseil s'est engagé à assumer les dettes relatives à des constructions d'écoles pour un solde non dépensé de 5 129 763 \$.

9 - LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

En vertu de cette loi, les organismes publics doivent divulguer annuellement avant le 31 mars les renseignements se rapportant à certains membres du personnel qui gagnent 100 000 \$ ou plus par année. Pour l'année civile terminée le 31 décembre 1999, cette loi s'applique à Madame Madeleine L. Champagne, Directrice de l'éducation et secrétaire-trésorière dont le traitement était de 133 088 \$ et les avantages imposables étaient de 305 \$, à Madame Paulette Laforest, Surintendante des écoles secondaires et des services pédagogiques dont le traitement était de 113 510 \$ et les avantages imposables étaient de 50 \$ et à Monsieur François Lavictoire, Surintendant des écoles élémentaires dont le traitement était de 107 019 \$ et les avantages imposables étaient de 282 \$.

10 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers du conseil consistent en de l'encaisse et dépôts à terme, des débiteurs, des créditeurs et du passif net à long terme. Le conseil n'est pas exposé à des risques importants de taux d'intérêts ou de crédit. La juste valeur de ces instruments financiers est comparable à leur valeur comptable.

11 - ÉVENTUALITÉ

Les négociations des conventions collectives pour les concierges, le personnel de soutien pédagogique et le personnel de soutien technique et administratif n'étant pas complétées au 31 août 2000, aucune provision n'est enregistrée aux états financiers à cet égard.

12 - GARDERIES

Les informations relatives aux garderies s'établissent comme suit:

	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	\$	\$
ÉTAT DES RÉSULTATS		
Recettes	423 286	370 039
Dépenses	409 791	292 668
Surplus	<u>13 495</u>	<u>77 371</u>
BILAN		
Actif		
Encaisse	152 192	295 011
	<u>152 192</u>	<u>295 011</u>
Passif et surplus		
Créditeurs	61 326	217 640
Surplus	90 866	77 371
	<u>152 192</u>	<u>295 011</u>

13 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud

Fonds d'administration générale

Renseignements supplémentaires

de l'exercice terminé le 31 août 2000

DÉPENSES LIÉES À LA SALLE DE CLASSE

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget	Réal	Réal
	(Non vérifié)		
	\$	\$	\$
Titulaires de classe	34 738 400	32 889 982	32 687 889
Enseignants suppléants	1 057 646	1 512 085	757 511
Aide-enseignants	2 166 000	2 326 653	2 249 309
Ordinateurs de classe	1 294 195	1 508 218	107 422
Manuels scolaires, matériel didactique, fournitures et matériel de classe	3 652 167	4 092 584	2 322 580
Service de soutien professionnel, paraprofessionnel et techniques	1 731 000	4 303 513	2 097 754
Service de bibliothèque et d'orientation	1 424 200	855 801	733 995
Perfectionnement du personnel	209 287	1 979 442	876 644
	<u>46 272 895</u>	<u>49 468 278</u>	<u>41 833 104</u>

DÉPENSES NON LIÉES À LA SALLE DE CLASSE

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	
	Budget	Réel	Réel
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Coordonnateurs et consultants	716 000	459 601	876 666
Temps de préparation	4 190 800	3 640 484	3 921 523
Directeurs et directeurs adjoints	4 179 750	4 228 851	4 051 657
Chefs de section	154 004	132 192	199 984
Secrétaires d'école et fournitures	1 666 500	2 173 877	1 700 662
Éducation permanente, cours d'été et langues internationales		8 578	3 389
	<u>10 907 054</u>	<u>10 643 583</u>	<u>10 753 881</u>

ADMINISTRATION

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget	Réel	Réel
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Conseillers scolaires	175 531	192 573	162 619
Directeur de l'éducation et agents de supervision	453 691	407 114	368 754
Administration du conseil scolaire	2 412 000	2 603 978	2 096 175
	<u>3 041 222</u>	<u>3 203 665</u>	<u>2 627 548</u>

TRANSPORT DES ÉLÈVES

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget	Réel	Réel
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Transport des élèves	10 612 859	11 328 294	10 281 954
Transport des élèves aux écoles provinciales		18 548	
	<u>10 612 859</u>	<u>11 346 842</u>	<u>10 281 954</u>

INSTALLATIONS DESTINÉES AUX ÉLÈVES

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget	Réel	Réel
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Fonctionnement et entretien - écoles	8 187 005	8 766 765	8 496 942
Réfection des écoles	1 059 231	4 287 504	235 989
Nouvelles places - location			368 862
Dépenses en immobilisations		168 293	3 768 848
Service de la dette (note 2)	3 500 000	3 551 847	3 446 691
	<u>12 746 236</u>	<u>16 774 409</u>	<u>16 317 332</u>

DÉPENSES SUBVENTIONNÉES

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget		
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Restructuration des conseils scolaires		269 665	4 872 743
Projet Canada-Ontario			287 933
Projet de l'an 2000			37 368
		269 665	5 198 044

RECOUVREMENT DES DÉPENSES - GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO - AUTRES

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget		
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Restructuration des conseils scolaires		269 665	4 872 743
Projet Canada-Ontario		2 406 117	287 933
Projet de l'an 2000		287 613	37 368
Service de la dette		2 653 136	3 395 320
Service de la dette sur propriété non éducative		92 953	142 302
Subvention additionnelle pour petite école			162 458
CEEC Ruisso		813 008	260 000
Autres		1 068 848	670 033
Rajustement aux subventions des années précédentes		10 919	24 017
		7 602 259	9 852 174

RECOUVREMENT DES DÉPENSES - AUTRES RECETTES

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget		
	(Non vérifié)	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Location - utilisation communautaire		92 512	96 978
Recouvrement des frais de transport		12 570	
Recettes de cafétérias			694
Produit de la vente de bâtiment scolaire		95 000	
Vente de mobilier et matériel		1 000	
Redevances d'exploitation relatives à l'éducation		264 027	636 039
Dons se rapportant aux dépenses en classe		25 254	5 786
CEEC Ruisso		333 723	489 492
Intérêts			232 479
Recouvrement de salaires		495 112	
Autres		3 225	12 421
		1 322 423	1 473 889

AUGMENTATION DES RÉSERVES

	<u>2000</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	Budget	Réel	Réel
	(Non vérifié)		
	\$	\$	\$
Réserve pour les installations destinées aux élèves		(686 609)	
Réserve des redevances d'exploitation relatives à l'éducation		(264 027)	
Réserve pour les produits des aliénations		(95 000)	
Autres fonds de réserve d'immobilisation		(92 953)	(142 302)
Réserve pour dépenses liées à la salle de classe		(395 907)	(2 438 367)
		<u>(1 534 496)</u>	<u>(2 580 669)</u>